

Parc floral, Grand Fare : SOS projets en panne

• Deux projets, pourtant bien avancés, tardent à se concrétiser en Moselle, au point que les promoteurs menacent de s'implanter en Allemagne, où ils sont attendus.

• 1 500 emplois pourraient être perdus. Philippe Leroy, président du conseil général de la Moselle, assure qu'il fait le nécessaire mais insiste sur la complexité de ces montages.

Philippe Leroy : « Déminer le terrain »

DOSSIER

Pourquoi le projet Grand Fare est-il aujourd'hui en panne ?

Philippe LEROY, président du conseil général de la Moselle : « Il a été retoqué par le Conseil national d'aménagement commercial. Il a été battu par des obstacles que nous avons sous-estimés. Nous n'avons pas assez déminé. Les grands projets sont ainsi, riches en pannes et en obstacles. J'ai dû déminer le dossier Center Parcs à maintes reprises avant qu'il n'aboutisse ».

Etes-vous favorable à ce projet controversé ?

« Je souhaite favoriser le déblocage de la situation. J'ai vu

les promoteurs cette semaine, nous sommes toujours dans le coup. Il faut trouver une méthode pour franchir l'écueil administratif ».

Que faites-vous de l'opposition des commerçants locaux ?

« Ils ont besoin d'être rassurés. Là aussi, un travail de déminage aurait dû être fait, il faut que les commerçants locaux voient les avantages qu'ils peuvent tirer d'une telle implantation. Les promoteurs sont prêts à amender leur projet, ils feront des propositions pour que les commerçants trouvent leur place ».

Quelle est la nature du problème que rencontre le projet de parc d'activité florale de Schorbach ?

« Les promoteurs doivent mieux formaliser leur projet, je m'en suis occupé la semaine dernière. Je n'abandonne pas ».

Vous êtes donc optimiste pour ces deux implantations ?

« Je ne suis jamais optimiste mais toujours volontariste. Je sais que les obstacles sont nombreux. Il faut de toute façon de la discrétion, car nous travaillons avec des chefs d'entreprises qui n'ont pas envie qu'on livre des détails de leurs projets, de leurs doutes et leurs hésitations ».

Croyez-vous encore à une solution pour la cokerie de Carling ?

« Je crois que la piste du repreneur chinois n'a pas été suffisamment explorée. J'étais encore en contact hier avec lui. On lui reproche de vouloir louer la cokerie pendant un an, mais cela ne choque personne. Au contraire, cela prouve que c'est un candidat sérieux ».

Belval reste, lui aussi, un dossier figé. Pourquoi cette paralysie ?

« L'indispensable construction d'une route pour le développement de la zone a longtemps été

bloquée parce qu'une association voulait préserver une ancienne voie de chemin de fer désaffectée. Nous sommes allés jusqu'au Conseil d'Etat, cela a pris deux ans. D'autre part, pour le développement industriel de cette zone, on ne sait pas qui est le chef, alors que tout le monde revendique la plume du paon. C'est compliqué la vie des projets, c'est souvent très long et semé d'embûches comme Center Parcs ».

Combien d'années ont-elles été nécessaires pour boucler le dossier Center Parcs ?

« Nous avons démarré en 2000, le dossier était nettoyé en 2006. Entre les problèmes techniques, d'environnement et l'opposition des écologistes, nous aurions pu abandonner cinq à six fois ».

Est-ce le rôle d'un Département que de prospecter comme le fait la Moselle en Inde et en Chine ?

« On pourrait en discuter, mais si on ne le fait pas, personne ne le fait. Trois gros Départements français assurent une telle présence : la Moselle,



Photo Pascal BÉCOARD

Philippe Leroy :
« Je ne suis jamais optimiste mais toujours volontariste ».

le Val d'Oise et le Loiret. Nous y sommes en même temps que les grandes villes telles Lille, Lyon, Marseille et Paris bien sûr. Notre travail sur place est destiné aux PME qui, seules, ne seraient pas présentes là-bas. Nous savons tous que la richesse aujourd'hui vient de la faculté à faire communiquer les économies ».

Propos recueillis par P. R.

Farébersviller : l'Allemagne est sur les rangs

